

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° I-811

présenté par

Mme Bonnivard, M. Bony, Mme Louwagie, M. Reda, M. Saddier, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, Mme Levy, Mme Serre, M. Kamardine, M. Cattin, M. Bourgeaux, M. Hetzel, M. Pierre-Henri Dumont, M. Le Fur, M. Sermier, M. Jean-Claude Bouchet, Mme Porte, M. Bazin, Mme Audibert, M. Descoeur, M. Dive, M. Schellenberger, M. Emmanuel Maquet, M. Cordier et M. Perrut

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 9, insérer l'article suivant:**

I. – Le G du I de la section V du chapitre I<sup>er</sup> du titre II de la première partie du livre I<sup>er</sup> est complété par un article 281 *decies* ainsi rédigé :

« Art. 281 *decies*. – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 2,10 % en ce qui concerne les produits alimentaires issus des circuits courts. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'alimentation française reste un secteur stratégique en matière de souveraineté et de sécurité sanitaire. Face aux enjeux posés par la crise actuelle, il est essentiel de permettre à l'ensemble des consommateurs d'accéder à une alimentation saine et de qualité.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a démontré que les Français sont désormais prêts à changer leurs habitudes de consommation.

Ils souhaitent privilégier les circuits courts après avoir expérimenté que se fournir auprès d'un producteur local ou chez un artisan ne revient pas forcément plus cher, mais garantit l'accès à des produits de qualité.

Pour autant, la préférence des produits locaux ne doit pas se faire au détriment des publics les moins aisés : il faudra éviter une nouvelle fracture sociale en garantissant un accès aux produits locaux issus des circuits courts, notamment l'alimentation bio, à tous les Français, quel que soit leur pouvoir d'achat.

Cet objectif pourrait être difficile d'atteindre aujourd'hui compte-tenu des nombreuses contraintes imposées par les traités de libre-échange qui se multiplient, et qui engendrent trois effets négatifs : tout d'abord économique, pour les agriculteurs français qui doivent faire face à une concurrence internationale bien souvent déloyale, car ils sont soumis à des règles et normes sanitaires et environnementales bien plus exigeantes que leurs homologues étrangers.

Sur le plan sanitaire également, le consommateur et plus particulièrement les plus modestes qui sont souvent contraints de se tourner vers ces produits étrangers, moins chers et surtout de moindre qualité.

Enfin, le troisième impact se situe au niveau écologique, puisque ces produits alimentaires sont transportés sur des milliers de kilomètres aggravant notamment l'empreinte carbone que nous essayons pourtant de réduire.

Aussi, les circuits courts constituent l'une des solutions pour répondre à ces questions économiques, sanitaires et écologiques.

Il convient donc de faciliter au maximum la possibilité pour le consommateur d'avoir accès à cette alimentation de qualité et locale. Cela passe aussi par le taux de TVA. Les produits alimentaires sont soumis en France au taux réduit de 5,5 %. Bien que ce taux soit considéré comme réduit, il peut représenter en réalité une charge importante dans le budget des consommateurs notamment les plus modestes.

C'est pourquoi, le présent amendement vise à appliquer le taux super réduit de 2,1 % aux produits alimentaires issus des circuits courts afin d'accélérer ce processus.